

payer pour toutes espèces de choses— 25 cents la livre pour le lard, de 20 à 24 cents pour le bœuf, et les prix du beurre, du fromage et autres produits étaient comparativement aussi élevés. Un complet ordinaire coûtait \$125. Nos chevaux et nos bestiaux étaient vendus par milliers aux Etats-Unis, à des prix très élevés. Nous étions prospères, non à cause du traité de réciprocité, mais parce qu'un si grand nombre de personnes ne pouvaient plus se consacrer aux travaux des champs, et que les Etats-Unis étaient obligés de s'approvisionner dans d'autres pays, et le Canada, se trouvant le pays le plus proche, recueillit les avantages de cet état de choses.

En 1865 la guerre prit fin. J'étais aux Etats-Unis en 1866 et 1867 lorsque fut aboli le traité de réciprocité, et quelle a été l'une des raisons apportées pour cette abolition? Je me rappelle qu'un des généraux parlant à Détroit, disait: Plus de cinq millions de nos gens n'ont pu se livrer à la culture pendant plusieurs années; nous avons cessé de produire et nous avons été obligés d'aller acheter nos provisions dans d'autres pays; mais la guerre est maintenant terminée, nos gens sont retournés à leurs travaux réguliers, et ils pourront nous fournir tous les articles de consommation dont nous avons besoin. Nous sommes obligés comme nation dans les intérêts de notre population d'abolir ce traité et de mettre des droits sur ces articles, afin que nous puissions garder notre marché pour nos cultivateurs. Et les Américains ont aboli le traité à cause de cela, et ont imposé des droits très élevés sur tout ce qui entre dans leur pays. Je me rappelle que les droits sur une boîte d'allumettes étaient de dix cents, et tout le reste était en proportion, et depuis cette époque le marché des Etats-Unis nous fut fermé.

Le ministre des Finances et l'honorable député de Wellington-sud (M. Guthrie) nous ont dit que les deux partis étaient engagés à une politique de ce genre depuis 1866. Je prétends que cela n'est pas exact et je me propose de le démontrer.

Jamais depuis 1897 le parti conservateur n'a préconisé un programme de réciprocité, et le parti libéral ne l'a pas fait davantage. En 1891, ce dernier parti a proposé aux électeurs un programme de réciprocité absolue ou d'union commerciale, et non pas un programme de réciprocité restreinte; c'est sur un tel programme de réciprocité restreinte qu'il fit la lutte cette année-là, et il essaya une humiliante défaite.

Quel est l'historique de ces pourparlers de réciprocité dus à l'initiative de l'un et l'autre parti depuis 1866? En 1866, à la suite de l'abolition du traité, sir Alexander Galt et sir William Howland se rendirent à Washington dans l'espoir d'obtenir la réciprocité, mais sans succès. En 1868, après l'établissement de la confédération,

une clause fut insérée dans notre première loi douanière par laquelle nous nous déclarions disposés à conclure un semblable traité de réciprocité restreinte avec les Etats-Unis s'ils y étaient disposés de leur côté. Mais rien ne se fit. En 1869, sir John Rose fut dépêché à Washington par le gouvernement de sir John Macdonald, en vue d'obtenir la réciprocité dans l'échange des produits naturels en conformité du régime établi par le traité de 1866, mais lui aussi dut revenir sans avoir atteint le but. En 1871, sir John Macdonald fit une nouvelle tentative, à l'occasion de la conclusion du traité de Washington. Il voulut alors étendre les stipulations du traité de manière à lui faire couvrir les produits naturels, mais les américains refusèrent de nouveau. En 1874, sir Alexander McKenzie envoya à Washington une députation ayant à sa tête d'honorable George Brown, pour obtenir la réciprocité, mais elle revint bredouille. En 1879, lors de l'établissement du tarif dit de politique nationale et de l'adoption de la loi douanière, on inséra une clause contenant une offre de réciprocité en matière de législation douanière ou de commerce des produits naturels, et cette offre fut maintenue en faveur des Etats-Unis plusieurs années durant sans jamais être acceptée. En 1891, pour la dernière fois sir John Macdonald fit appel au pays, et demanda à la population si elle était désireuse d'avoir la réciprocité avec les Etats-Unis. Dans l'affirmative, dit-il, nous sommes prêts à faire un nouvel effort, c'est notre attitude par opposition à celle du parti libéral qui se déclare en faveur de la réciprocité absolue ou de l'union commerciale. C'est sur ce double programme que les partis firent appel au peuple et le parti de la réforme subit une défaite ignominieuse. Sir John fut maintenu au pouvoir, et, fidèle à sa promesse, il dépêcha une autre députation à Washington mais celle-là n'eut pas plus de succès que les précédentes, et depuis lors, jamais les conservateurs ne firent de démarches pour obtenir un traité de réciprocité avec les Etats-Unis. Depuis lors, jamais il n'a inséré de tel article dans son programme, et je demande au ministre des Finances s'il ne s'est pas trompé du tout au tout lorsqu'il a affirmé que de 1866 à 1911 les deux partis ont fait d'une pareille mesure un article de leur programme.

En 1891, le parti de la réforme se proclama en faveur de la réciprocité absolue ou de l'union commerciale, et fut défait. En 1896, ils inclurent dans leur programme un article en faveur de la réciprocité avec les Etats-Unis, et firent là-dessus appel au peuple. Ils remportèrent l'élection et en 1899 le très honorable premier ministre et M. John Charlton se rendirent à Washington en vue d'obtenir la réciprocité, mais échouèrent complètement; et le très hono-